



1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :

Arrêté du Maire n°AM_2024_0025
Autorisation de travaux pour la création d'une coque

Le Maire d'Annonay,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération N°DM2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-7, L111-8, R111-19 à R111-19-26 et R123-1 à R123-21,

VU la demande d'autorisation de travaux susvisée (demande de travaux pour la création d'une coque),

VU l'avis favorable à la réalisation de ce projet émis par la commission de sécurité incendie du jeudi 18 janvier 2024,

VU l'avis favorable à la réalisation de ce projet émis par la commission d'accessibilité du mardi 9 janvier 2024,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les travaux d'aménagement d'un ERP, dossier n°007 010 23A 0026, ainsi que la réalisation du projet susmentionné, prévus dans le local 12 place Saint-François, 07100 Annonay ayant fait l'objet d'un avis favorable par la commission de sécurité du jeudi 18 janvier 2024, ainsi que par la commission d'accessibilité du mardi 9 janvier 2024, sont autorisés par la commune d'Annonay.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous- Préfet de l'Ardèche,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

Copie sera transmise pour information à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Ardèche.
- Madame LARGERON 15 rue du Campo Santo 07430 Saint - Cyr

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après notification et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.



Par délégation du Maire,